

ESCALES DANS LES ÎLES GRECQUES
à bord du *M/Y Harmony V*
en juin, septembre et octobre 2013



Le Courrier des Balkans

Le portail francophone des Balkans

Entre mer Noire
et Danube
(Dobroudja 1855)

Processus
bonitasoft.com/...
Automatisez les
tâches
répétitives
Téléchargez
notre logiciel de
BPM

Par zone géographique ▾ Par thème ▾ Par journal ▾ Par date ▾ Recherche Rechercher Votre courriel : S'abonner au Bulletin du CdB

lgarie : nouvel afflux massif de réfugiés syriens - Macédoine : le gouvernement refuse toujours d'effectuer le recensement - Kosovo-Serbie : sortie de cr



Bookmarks Netvibes



KOHA DITORE

Kosovo : la fausse « normalisation » et les vrais problèmes d'un État à la dérive

Traduit par Belgzim Kamberi

Sur la Toile :



Publié dans la presse : 29 septembre 2013

Mise en ligne : jeudi 10 octobre 2013

Un État inachevé, corrompu et mafieux, une communauté internationale complice et une influence grandissante de l'islam radical : le Kosovo est aux prises avec trois problèmes majeurs qui l'empêchent d'avancer, malgré cette illusion de la « normalisation » des relations avec Belgrade, qui plaît tant aux Européens. L'analyse sans concession de Veton Surroi.

Par Veton Surroi

Le Kosovo doit faire face à trois menaces, qui mettent en danger la sécurité du pays : la pseudo-supervision du pays par la communauté internationale, le caractère inachevé du processus de construction de l'Etat kosovar, et l'influence croissante de l'islam politique, qui se présente comme une alternative à la corruption endémique des milieux politiques.

Bien évidemment, ceci n'est pas le point de vue des autorités kosovares. Leur regard est différent, et a été forgé par les expériences vécues ces quinze dernières années. Ces expériences démontrent tout d'abord que le Kosovo constituera toujours un problème géopolitique tant que la question de son statut en droit international, en clair de son adhésion à l'ONU, ne sera pas réglée.

Les autorités ont également compris que la communauté internationale est incapable de superviser le



Veton Surroi

Kosovo, mais qu'elle a besoin de créer un semblant de normalité. Elles ont compris que les formations politiques qui garantissent ce semblant de normalité deviendront les partenaires de la communauté internationale et seront reconnus comme telles tant que cette fausse « normalité » pourra faire illusion.

Ni légalité, ni légitimité

En jouant ce jeu, les autorités kosovares peuvent se permettre de proclamer à l'opinion publique que le Kosovo est un partenaire important pour la paix dans les Balkans et pour l'Occident, et deviendra membre de l'UE dans un avenir proche...

L'élite politique kosovare a également obtenu l'aide de Catherine Ashton pour faire croire à cette réalité. Les discussions avec Belgrade ont été qualifiées « d'historiques » parce que la Haute représentante de l'Union européenne avait besoin de présenter les discussions serbo-kosovares comme un succès, le seul succès de la politique étrangère qu'elle a mené.

Pourtant, notre élite politique, qui contribue à cette apparence de normalité, ne détient sa force ni par la légalité, ni par la légitimité. Sa force réelle repose sur une « structure parallèle » qui s'est porté au pouvoir par la fraude électorale et grâce à des sources douteuses de financement. Depuis quinze ans, le Parti démocratique du Kosovo (PDK) est un Etat dans l'Etat. Le PDK est parvenu à exercer son influence et à contrôler pratiquement toutes les institutions de l'Etat, y compris celles qui devraient être indépendantes de l'influence du politique.

71

5 réactions

Like

Dans le même pays

- Kosovo

Dans le même journal

- Koha Ditore

Sur les mêmes thèmes

- Intégration européenne
- Protectorats internationaux
- Politique intérieure
- Politique européenne
- Relations régionales

À lire également

- Accord « historique » sur le Kosovo : sur le terrain, rien ne change...
- Kosovo : Vetëvendosje,

Hashim Thaçi et les « préférences » occidentales

- Accord de Bruxelles : la fin du rêve d'un Kosovo multiethnique
- Crise dans le nord du Kosovo : la fausse victoire de Pristina
- Kosovo : l'impunité pour les crimes, « au nom de l'Europe »
- Accord « historique » sur le Kosovo : sur le terrain, rien ne change...
- Accord de Bruxelles : la fin du rêve d'un Kosovo multiethnique
- Kosovo :



Balkanophonie
La radio en ligne
des Balkans



Abonnez-vous
Accès aux
archives...



Boutique
Livres;
disques...

Slavoj Žižek &
Srećko Horvat :
Sauvons-nous de
nos sauveurs



À propos
La vie du
Courrier

Livres

ONG

Liens

Agenda

- Du 17 octobre 2013
au 20 octobre 2013
**Festival du film
roumain de
Toulouse**
Toulouse (31000)
Cinéma ABC

Cinema ABC

- 19 novembre 2013
Censure, autocensure : quelle indépendance pour les médias ?
Paris (75004)
Maison de l'Europe de Paris / Le Courrier des Balkans
- 29 novembre 2013
BalkanofoniK 3 : le Courrier des Balkans fête ses 15 ans
Paris (75020)
La Bellevilloise

Forums

Le mutisme de la communauté internationale

Pendant ces quinze dernières années, la communauté internationale est restée muette face à cette situation, et l'a même encouragée. En voici deux exemples.

L'une des premières décisions de la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (Minuk), dès sa mise en place, a été d'attribuer la distribution de l'essence aux entreprises déterminées par le chef du gouvernement provisoire, qui n'était autre que le Premier ministre actuel, Hashim Thaçi.

Autre exemple : malgré des fraudes électorales « à une échelle industrielle » en 2010, la Haute représentante Catherine Ashton ne s'est pas intéressée à ce problème et a préféré détourner l'attention vers les négociations avec la Serbie, sans remettre en question la légitimité et la légalité des dirigeants kosovars. Le démembrement de ces « structures parallèles » du PDK représenterait un processus difficile à mettre en place, mais indispensable pour l'avenir de la démocratie au Kosovo.

Les détournements de fonds publics, à un niveau sans précédent même pour les Balkans, sont estimés à des centaines de millions d'euros. Ce n'est pas dans l'intérêt de notre élite politique et des groupes mafieux avec lesquels elle collabore d'interrompre le modèle actuel et d'orienter le pays vers une démocratie fonctionnelle. Pourtant, ces abus causeront des torts irréparables à long terme, et affaiblissent les institutions d'État.

Le caractère inachevé du processus de construction de l'État kosovar continue d'être un problème de sécurité. Jusqu'à maintenant, la partie nord du pays, à majorité serbe, a été administrée par un accord flou entre la communauté internationale, la Serbie et les dirigeants locaux. Cet accord est à peu près le même qu'avec les Albanais du Kosovo : il consiste à créer un semblant de normalité.

Pas de cadres juridiques

Pour Belgrade, même après les Accords de Bruxelles, le Kosovo constitue toujours une « partie intégrante de la Serbie », et c'est par conséquent la position officielle de la Russie, de la Chine et d'un bon nombre de pays, y compris cinq États membres de l'Union européenne. Pour ceux-ci, la question du statut du Kosovo est toujours contestée, même après deux ans de négociations. Ils ont fait un accord, mais cet accord n'offre pas de cadres juridiques qui normalisent les relations. De plus, il laisse de l'espace à toutes les interprétations sur un grand nombre de problèmes qui subsistent entre le Kosovo et la Serbie.

Le Kosovo n'est pas parvenu à obtenir une véritable solution juridique à ses négociations avec la Serbie. Au contraire, Pristina, Belgrade et Bruxelles ont engagé un processus de friction politique et de conflit entre les institutions centrales du Kosovo et celles des Serbes. Il s'agit d'un processus visant à créer une autonomie serbe au Kosovo, en dehors du système juridique et constitutionnel actuel du Kosovo.

Le Kosovo est un État corrompu et inachevé. Il a (mal) dépensé ses maigres ressources budgétaires sans pour autant créer de richesses nouvelles. Pire encore, le Kosovo a mal utilisé l'énergie collective issue du sentiment de libération que nous avons accumulé depuis 1999, cette énergie qui pourtant fait émerger un véritable nationalisme qui, seul, permet de mener à bien un processus viable de construction étatique.

Islam politique

L'islam politique est en train de s'infiltrer dans notre vie politique, dans l'espoir de prendre le contrôle d'une partie du débat public, des institutions religieuses et, à terme, les institutions étatiques. Des forces islamistes internationales sont en train de faire pression sur le monde albanais, dans la vallée de Preševo, en Macédoine et au Kosovo, dans ces territoires où ont eu lieu des conflits armés et où la situation politique est toujours instable. On peut constater le potentiel de cette menace en voyant ce qui se passe en Syrie. Jusqu'à présent, **au moins cinq Albanais de la région – dont deux du Kosovo – ont été tués dans ce pays.**

Ces trois menaces pèsent sur un pays qui n'a pas de perspectives européennes claires. Alors que les autres pays de la région sont des partenaires contractuels de l'UE, dans le cadre des Accords de stabilisation et d'association (ASA), ce n'est toujours pas le cas pour le Kosovo.

Malgré ce que prétendent tant Bruxelles que Pristina, la nature des relations entre l'UE et le Kosovo n'a pas changé et ne changera pas tant que cinq pays de l'Union ne reconnaissent pas le Kosovo.

Quoi que fasse Pristina pour mettre en œuvre des Accords de Bruxelles, le Kosovo sera pris à la gorge en raison de deux problèmes qui sont à la base de son dysfonctionnement : il est dirigé par une élite criminalisée, et ses rapports avec l'Europe sont dictés par les prises de position de cinq pays membres de l'Union qui ne reconnaissent pas la légitimité de son indépendance.

[Réagir à cet article](#)



© 1998-2008 Tous droits réservés Le Courrier des Balkans (balkans.courriers.info) - Le Courrier des Balkans, Centre Marius Sidobre, 26 rue Emile-Raspail, F-94110 Arcueil - Tél.: 09 50 72 22 26 (prix d'une communication locale) - Ce site est réalisé avec SPIP associé à des squelettes spip Rizom, logiciel libre sous licence GNU/GPL - À propos du Courrier des Balkans - - Politique de confidentialité
Gestion de l'abonnement au Bulletin d'information bihebdomadaire

